

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM FRANCE SAS

RUE DE L'EUROPE
57370 Phalsbourg

Références : D-0868-2024
Code AIOT : 0006410923

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique dédiée au tour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 relative aux installations soumises à enregistrement pour les liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative - dispositions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Etat des matières stockées - format détaillé	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Mise à jour des scénarios incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées - format synthétique	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
5	Etat des matières stockées - localisation des risques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8	Sans objet
6	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet
7	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
8	Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra clarifier sa situation administrative au regard des quantités et rubriques

autorisées dans son arrêté préfectoral et des produits réels stockés sur le site. Un bilan de conformité à l'arrêté ministériel retenu devra être transmis. Il est notamment attendu quelques ajustements au niveau de l'état de stocks et des précisions au niveau du plan de défense incendie.

Dans le cadre de cette inspection, il a été considéré l'application de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 en considérant que l'installation est soumise à enregistrement pour la 1510 tout en ayant moins de 1 000 t de liquides inflammables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1. [...] « III. Conditions d'application aux installations existantes [...] « B. Pour les installations existantes de stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans sa version en vigueur au 31 mai 2015 présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature dans sa version en vigueur au 31 mai 2015, l'annexe VIII définit les prescriptions applicables à ces stockages en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 3 à 64 du présent arrêté. [...]
Constats : L'arrêté préfectoral du 26 février 2020 indique que le site est soumis, entre autres, aux rubriques suivantes : - 1510 : entrepôt couvert de 747 520 m ³ → identifié comme soumis à autorisation dans l'arrêté préfectoral mais soumis à enregistrement depuis le 01/01/2021 suite à une modification de la nomenclature - 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 pour un total de 823 t → enregistrement - 4734 : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution pour un total de 828,22 t → seuil de l'enregistrement - 1436 : liquide de point éclair compris entre 60° C et 93°C pour un total de 923 t → seuil de la

déclaration

- 4330 : liquides inflammables de catégorie 1 pour un total de 1 t --> déclaration

- 4755 : alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants pour un total de 400 m³ de titre alcoométrique volumique supérieure à 40 % et de 1 000 t de produit dont le titre alcoométrique volumique est inférieur à 40 % → seuil de la déclaration

Il est également imposé que le total des rubriques 1436, 4331 et 4734 stockées dans la cellule 3a (liquides inflammables) ne dépasser pas 774t.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que l'essentiel de ces produits sont classés sous les rubriques type « entrepôt (1510, 1530, 2662...). Parmi les produits, on retrouve notamment des huiles de tournesol ou d'olive qui sont considérées comme des LC/SLC (Liquide Combustible / Solide Liquéifiable Combustible).

L'exploitant indique ne stocker aucune référence ayant la mention de dangers H224, H226 et HP3. Il indique par contre stocker 2 références ayant une mention de dangers H225. Le volume stocké de ces produits est transmis régulièrement aux douanes. Pour l'année 2024, le volume maximum enregistré est de 150 m³ ce qui correspond globalement à 150 t. Ces produits sont classés sous la rubrique 4755 et ne devraient pas avoir de mention de dangers car la directive CLP ne s'applique pas aux denrées alimentaires. Autrement dit le jour de l'inspection, le site ne stocke aucun produit sous les mentions de dangers H224, H225, H226 ou HP3.

L'exploitant indique qu'il souhaite conserver la possibilité de stocker des liquides inflammables en plus grandes quantités comme cela est autorisé dans son arrêté préfectoral. Il précise que dans son courrier de 2021, il avait été retenu la quantité totale de liquide inflammable autorisé sur le site était de 1 652 t (correspondant au maximum autorisé dans l'AP pour les rubriques 1436 et 4331). Ainsi donc le seuil des 1 000 t étant dépassé, il était proposé d'appliquer l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 et une analyse de la conformité de l'établissement était jointe.

L'inspection rappelle que l'arrêté préfectoral d'autorisation limite à 774t les liquides inflammables pour la cellule B3a et que les produits classés en 1436 ne font pas partie de cet inventaire car ils n'ont pas de mentions de dangers H224, H225, H226 ou HP3. **L'inspection propose donc d'appliquer l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 en considérant que l'installation est soumise à enregistrement pour la 1510 tout en ayant moins de 1 000 t de liquides inflammables.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sous 3 mois son courrier de 2021 afin de tenir compte de l'ensemble des produits pouvant être stockés avec les mentions de dangers H224, H225, H226 et HP3 et de proposer son analyse réglementaire (arrêté ministériel s'appliquant ainsi que la conformité aux prescriptions).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées - format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
Constats : <p>L'état des stocks est réalisé via l'extraction du logiciel de gestion. Deux manières de procéder co-existent.</p> <p><u>Tableau excel</u></p> <p>La responsable HSE réalise une extraction du logiciel de gestion des stocks sous format excel. Le tableau présente pour chaque cellule, l'ensemble des rubriques pouvant être présentes et le tonnage du jour associé. Les références de produits pouvant être stockées dans les cellules correspondent aux rubriques 1510-1532-2663 et 4755. Les autres rubriques de l'arrêté préfectoral ne sont pas à l'heure actuelle présentes sur le site.</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose de stocks de palette vide et de bobine plastique en différents endroits des cellules afin de préparer les commandes clients. Ces éléments sont intégrés dans l'état des stocks excel en considérant une quantité de consommable forfaitaire par client. Ces quantités sont prises en compte de manière forfaitaire dans l'état des stocks de chaque cellule.</p> <p>Le tableau excel n'intègre pas la présence de déchets non dangereux et ne permet pas de vérifier les quantités totales présentes par rapport à l'AP.</p> <p><u>Logiciel groupe</u></p> <p>Un nouvel outil est en cours de déploiement par FM France sur tous ses sites. Le logiciel a été présenté en séance. Il permet d'avoir un état des stocks à partir du logiciel de gestion des stocks</p>

(même base de données que celle utilisée pour l'état des stocks sous excel.)

Cet outil informatique présente pour chaque rubrique utilisée de l'AP, le cumul des quantités présentes dans l'ensemble des cellules ainsi que % par rapport au seuil autorisé dans l'AP. Par exemple, le jour de l'inspection, la rubrique 4755 était à 8 % du seuil des 400 m³.

L'outil permet de connaître pour chaque emplacement (cellule) la liste des rubriques, des quantités ainsi que les mentions de dangers. Il est également possible de visualiser le type de produit (combustibles, produit alimentaire...) par client. Le jour de l'inspection, le seul type de dangers recensé dans les cellules est combustible.

L'inspection a procédé par sondage à la vérification du fonctionnement du logiciel. La recherche d'un produit ayant la mention de dangers H225 dans le logiciel a été fastidieuse car il est présent sous une dénomination différente de celle du suivi excel. Par contre, il est constaté que la recherche via le plan des installations fonctionne correctement et permet de retrouver à l'emplacement voulu la liste des produits, les rubriques et quantités associées. Les informations reportées dans le logiciel sont erronées par rapport au tableau excel de suivi pour ce produit. Pour la cellule B3a, il est indiqué 31,33 t au lieu de 87,15 t. De plus, des informations apparaissant comme « pas de données ».

Par contre, la rubrique 1532 n'apparaît pas dans le logiciel. L'exploitant indique qu'elle est associée à un petit client qui n'a pas encore été basculé vers le nouvel outil.

La rubrique 2663 n'est pas suivie dans le logiciel car correspond uniquement au consommable et n'est pas relié à un produit client.

Lors de la visite sur site, il a été constaté :

- une zone « déchetterie » correctement reportée sur le plan du site. Celle-ci est constituée de bennes affectées à certains types de déchets. Cette zone n'est pas reprise dans les 2 états des stocks.
- le stockage de palette vide ou de bobine en plusieurs endroits dans les cellules, ces éléments sont présents dans le tableau excel mais ne sont pas repris dans le logiciel groupe.
- un stock important de palette de bois vide à l'extérieur. Ce stock n'est pas repris dans les 2 états des stocks.

Certaines références (emplacement et quantité) présentées dans l'état des stocks ont été vérifiées, en particulier dans la cellule B3a. Aucun produit liquide inflammable n'a été vu lors de la visite du site (étiquetage vérifié par sondage dans les différentes cellules). Aucune non-conformité n'a été relevée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le nouvel outil informatique est prévu pour répondre à l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel. Pour autant, il devra être complété sous 3 mois afin de tenir compte :

- des bennes de déchets avec un volume forfaitaire maximum dans l'état des stocks
- du stockage extérieur de palette de bois avec un volume forfaitaire maximum dans l'état des stocks
- des stockages de palette et de bobine (1432 et 2263) à l'intérieur des cellules comme cela est fait dans le tableau excel.

L'exploitant devra également s'assurer de la fiabilité des remontrées d'information sur ce nouvel outil.

L'inspection rappelle que l'utilisation de 2 outils en parallèle présente le risque qu'aucun des 2 outils ne soit correctement rempli. Il est donc recommandé de n'utiliser qu'un seul des 2 états des

stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des stocks présenté dans le logiciel groupe permet de répondre aux exigences de cette prescription sous réserve d'être mis à jour tel que demandé au PC précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des stocks peut être consulté à tout moment dans la journée. Il s'agit d'une requête informatique pouvant être réalisée à distance. De plus, une requête automatique est effectuée toutes les nuits à 2h du matin et le tableau excel est envoyé sur l'adresse mail de la responsable HSE. Enfin, tous les lundis, l'état des stocks excel est imprimé et affiché au poste de garde.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Comme indiqué au point de contrôle n°2, il est recommandé de ne conserver qu'un seul état des stocks. Celui développé par le groupe permet de répondre à l'ensemble des exigences de l'arrêté ministériel. L'exploitant devrait réfléchir à la manière d'intégrer ce nouvel état des stocks dans ces procédures (notamment en lien avec l'impression papier remise au poste de garde).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées - localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées - Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique). L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.
Constats : Le plan des stockages a été présenté. Sa cohérence avec l'état des stocks et la visite de site a été contrôlée le jour de l'inspection par sondage. Comme indiqué précédemment, les zones de stockage de déchets, la cour extérieure de palettes et la typologie des produits (par sondage) stockés dans les cellules sont conformes au plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none"> - aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ; - aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins

égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites ;

- aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.

I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.

En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée

- lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;

- lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/ m²).

II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.

Constats :

Le plan du 23/04/2018, correspondant à la mise à jour des flux thermiques suite à la construction des dernières cellules, présente les flux de 3kW/m²., 5 kW/m² et 8 kW/m². Il apparaît que seul le flux de 3 kW/m² sort très légèrement des limites du site.

Ces résultats sont obtenus en considérant :

- la cellule B3a (à l'origine des flux de 3 kW/m² hors site) : le texte indique que la modélisation est réalisée en considérant une cellule de liquide inflammable mais la feuille de calcul n'a pas été présentée.

- les autres cellules sont modélisées en palette type 2662.

L'exploitant indique que cela est majorant par rapport à la 1510 (qui serait plus réaliste) afin de tenir compte de la présence d'un rack de produit type Ricard ou ricqlès dans certaines cellules (1 allée en cellule B2, 1 allée en cellule B4 et 1 allée en cellule B3). Cette configuration semble cohérente par rapport aux produits stockés le jour de l'inspection.

La visite du site a permis de constater que la cellule prévue pour le stockage de liquides inflammables est située à plus de 20 m des limites du site. De plus, le bâtiment fait 15m hauteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles
Prescription contrôlée : A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027. C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Les seuls produits stockés ayant des mentions de dangers H225 sont des denrées alimentaires et ne devraient pas disposer de ces mentions dangers (cf. règlement CLP). Pour autant, l'inspection note que les 2 références sont stockées dans des bouteilles en verre de faible volume (maximum 1L).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point

du bâtiment et le compartimentage de la ou des parties de bâtiment sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.

Pour chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.

Constats :

L'ensemble des murs internes et externes sont coupe-feu 2H selon l'exploitant.

La détection incendie au niveau des cellules de l'entrepôt est de type vesda (aspirateur d'air qui déclenche une alarme locale et tout le site en cas de fumée).

La détection incendie dans les bureaux dispose également d'un report d'alarme local et sur le site. Ces systèmes de détection dispose de 2 centrales incendie distinctes.

La détection et l'extinction ont été vues par sondage lors de la visite du site.

Toutes les cellules disposent d'un sprinklage sous toiture. De plus, les racks pouvant contenir des produits classés 4755 et des huiles au sein des cellules « classiques » sont équipés de sprinklage sous racks. La cellule « liquide inflammable » b3a dispose d'un sprinklage sous rack pour l'ensemble des racks.

Tout l'entrepôt est alimenté en eau uniquement. La réserve d'eau est située en dehors des flux thermiques.

En cas de modification des produits stockés, le service FM France s'assure de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie, notamment la nécessité d'ajouter du sprinklage sous rack ou le bon dimensionnement du réseau d'eau incendie. A noter également que les demandes pour stocker des nouveaux produits qui nécessitent une extinction à la mousse (analyse des FDS) sont refusés par principe pour le moment.

La cellule B3a (liquide inflammable) a une surface globale de 613m². Une barrière automatique permet le compartimentage en sous rétention de 500m² maximum. Les murs et la porte d'accès sont coupe-feu 2h.

En semaine, le personnel est présent H24. Il y a également la présence d'un gardien et d'une télésurveillance. Le personnel de la maintenance, présent sur site, est appelé par le gardien en cas d'incident.

Le week-end, la télésurveillance appelle l'astreinte.

A noter que la télésurveillance dispose des reports d'alarme incendie puis vérifie par vidéo la

localisation de l'évènement (cellules entrepôt ou bureaux).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ; - la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ; - la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ; - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14. <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.</p>

Constats :

Le site ne dispose pas d'un PDI mais d'un POI. Celui prévoit l'organisation à mettre en place en cas d'évènement sur le site.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant nous a précisé que le site dispose de :

- 2 cuves de 700m³ d'eau ainsi que d'une pompe de 1200m³/h permettant d'alimenter le réseau sprinklage pendant 1h
 - 1 réserve de 1 000 m³ d'eau alimentant les 12 poteaux incendie répartis autour du site pendant 1h
- Toutes les réserves peuvent être réalimentées par l'eau de ville. Cela nécessite l'action d'un technicien de la maintenance afin d'ouvrir une vanne et cela doit être ajouté au POI.

Le site dispose d'un bassin de rétention de 11 000 m³. Ce bassin collecte les eaux de pluie ainsi que les eaux d'extinction de la cellule prévue pour le stockage des liquides inflammables. Le bassin a été vu lors de la visite de site. Un fond d'eau (inférieur au trou d'évacuation) était présent suite aux dernières pluies. L'exploitant a indiqué que la vanne reliant la cellule B3a (liquide inflammable) est normalement ouverte vers le bassin. De plus, l'évacuation de l'eau de pluie s'effectue par le débordement du bassin vers une pompe. D'après l'exploitant, celle-ci fonctionnerait automatiquement afin d'évacuer au plus tôt l'eau de pluie. En cas d'incendie ou de pollution, la première action de la fonction maintenance est d'arrêter la pompe afin de contenir la pollution dans le bassin. Lors de la visite du site, l'exploitant n'a pas réussi à expliquer clairement le fonctionnement de ce bassin afin d'assurer la disponibilité en tout temps (notamment après une pluie) du volume de rétention suffisant par rapport à l'extinction de la cellule de liquide inflammable.

Le POI fait mention d'une réserve incendie de 6 600 m³, ce volume ne correspond à aucun des équipements décrits par l'exploitant.

Le POI ne présente pas l'adéquation des moyens humains et techniques par rapport scénarios étudiés (besoin en eau, durée d'incendie...).

Le POI est testé une fois par an avec le SDIS. L'exercice est inopiné pour les équipes, le scénario est construit en collaboration avec le SDIS.

Les personnes « serre file » sont formées tous les ans. Le personnel suit également une formation SEVESO au cours de laquelle on indique les modalités d'évacuation. Cette formation fait l'objet d'un recyclage tous les ans. Enfin, les membres du CODIR suivent une formation POI. Un recyclage va être mis en place pour cette formation.

Les exercices réalisés annuellement permettent à tout le monde de progresser.

Le dernier exercice date du 20 juin 2023. Le scénario consistait en un court-circuit au niveau du conditionnement dans la cellule B2. les équipements de secours ont été déployés (cela n'est pas réalisé systématiquement). Le compte-rendu de l'exercice a été présenté en séance. Il est mis en avant quelques points de dysfonctionnement notamment au niveau de la formation du personnel. Des rappels ont été réalisés.

Le prochain exercice est prévu pour fin octobre / début novembre. La date de l'exercice a été décalée afin de mettre à jour les procédures en intégrant la nouvelle configuration suite à l'ajout d'un client et à la création de la mezzanine. Le personnel doit être formé à ces nouveaux éléments avant la réalisation de l'exercice.

<p>La visite de site a permis de visualiser au poste de garde le plan du site utilisé en cas de POI. Celui-ci est accompagné d'aimants afin de localiser l'incendie, la position des blessés et d'autres informations utiles. De plus, les informations principales sont listées et facilement enseignables, par exemple qui occupe quelle fonction dans l'organisation du POI, l'heure d'appel des secours, l'heure de déclenchement du POI, la liste des personnes contactées (case à cocher), la liste des cellules évacuées (case à cocher) ...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sous 3 mois, la mise à jour du POI afin d'intégrer les éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre à jour le volume de la réserve incendie, - de justifier le volume pouvant être contenu, en tout temps (notamment après une forte pluie), dans le bassin de rétention des eaux incendie par rapport au volume d'eau nécessaire à l'extinction de la cellule B3a. De plus, les documents / procédures permettant d'actionner les vannes entre la cellule et le bassin et entre le bassin et l'extérieur seront transmis. - de prévoir l'action manuelle concernant la vanne permettant l'alimentation du réseau d'eau incendie à partir d'eau de ville ; - créer une procédure définition des formations et les recyclages en lien avec la gestion des incendies.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Mise à jour des scénarios incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour des scénarios incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ; 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ; 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ; 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ; 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ; 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ; <p>Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en</p>

<p>eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ; - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ; - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. <p>Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les scénarios d'incendie retenus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - incendie d'une cellule classique, - incendie de la cellule liquide inflammable, - incendie du stockage en plein air, - feu de camion, - incendie de 3 cellules. <p>Les durées d'incendie (en particulier de la cellule B3a dédiée aux liquides inflammables) et les stratégies de lutte contre l'incendie ne sont pas présentés dans le POI. L'adéquation des moyens disponibles avec l'objectif d'extinction prévue dans l'arrêté ministériel n'est pas présentée.</p> <p>L'inspection note toutefois qu'à l'heure actuelle, aucun liquide inflammable n'est stocké sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sous 3 mois, la mis à jour du POI afin d'intégrer les éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier l'adéquation des moyens humains et matériels par rapport à la durée de l'incendie et à l'objectif d'extinction prévu dans l'arrêté du 1 juin 2025 pour la cellule de liquides inflammables et du 11 avril 2017 pour les autres cellules. - prendre en compte les LC/SLC (stockage d'huile par exemple) dans la définition du plan de défense incendie et des moyens d'extinctions associés et dans le dimensionnement des rétentions (articles 14 et 22 de l'AM du 01/06/2015).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>